

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 14/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



MALTERIES SOUFFLET

quai sarrail
BP 12
10400 NOGENT SUR SEINE

Références : UDRD.2022.11.R.04
Code AIOT : 0005801573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement MALTERIES SOUFFLET implanté Quai des roches 76380 CANTELEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES SOUFFLET
- Quai des roches 76380 CANTELEU
- Code AIOT : 0005801573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société MALTERIES SOUFFLET de Canteleu a pour activité principale la transformation de céréales en malt.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- autosurveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.2.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
7	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est équipé d'une chaîne de mesure lui permettant de répondre à ses besoins en terme de surveillance de ses rejets aqueux. Cependant, le suivi et la tracabilité de ses instruments et des pratiques sont à améliorer.

Concernant la qualité des rejets aqueux de la Malterie SOUFFLET, ceux-ci ne respectent pas, pour plusieurs paramètres, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 fixant les valeurs limites d'émission des rejets des eaux usées du site. Un dépassement en concentration est observé pour les paramètres MES (matières en suspension), DCO (demande chimique en oxygène) et DBO₅ (demande biologique en oxygène). Un dépassement en flux journalier est observé pour les paramètres MES et DCO.

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société Malterie Soufflet de justifier sous un délai d'un mois du respect des niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, en compte-tenu du rendement épuratoire de la station d'épuration Émeraude de la métropole Rouen-Normandie sur chacun des paramètres considéré. L'inspection propose que cette mise en demeure ne puisse être levée lorsque l'exploitant aura respecté ces normes pendant au moins trois mois consécutifs et aura mis en place une procédure interne permettant de gérer efficacement le suivi de ses rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie lors de la dépose du matériel de prélèvement. Le volume prélevé est suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et par celui de l'exploitant. Les modalités de constitution des échantillons respectent les bonnes pratiques et les récipients sont en adéquation avec les paramètres recherchés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2004, article 3.2.3.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Les valeurs limites imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant le raccordement à la station d'épuration collective Émeraude doivent respecter les valeurs suivantes :		
Paramètres	Valeur limite	Flux moyen journalier
pH	5,5 < pH < 8,5	/
Température	30 °C	/
MES	200 mg/l	200 kg/j
DBO ₅	1500 mg d'O ₂ /l	1500 kg/j
DCO	2000 mg d'O ₂ /l	2000 kg/j
Rapport DCO/DBO ₅	1,3	/
Phosphore total	80 mg de P/l	80 kg/j
Azote global	150 mg de N/l	150 kg/j
Hydrocarbures	5 mg/l	5 kg/j

Constats : Le rapport d'analyse, daté du 23 septembre 2022, du laboratoire mandaté pour ce contrôle inopiné montre les dépassements suivants :

- Matières en suspension (MES) : concentration mesurée de 530 mg/l pour un seuil fixé à 200 mg/l et un flux journalier de 423,5 kg/j pour un seuil fixé à 200 kg/j ;
- Demande chimique en oxygène (DCO) : concentration mesurée de 2 870 mg d'O₂/l pour un seuil fixé à 2 000 mg d'O₂/l et un flux journalier 2 293,1 kg/j pour un seuil fixé à 2 000 kg/j ;
- Demande biologique en oxygène (DBO₅) : concentration mesurée de 1 800 mg d'O₂/l pour un seuil fixé à 1 500 mg d'O₂/l.

Les résultats de ce contrôle inopiné viennent confirmer les résultats mis en évidence dans le cadre de l'autosurveillance réalisée par la société MALTERIES SOUFFLET.

Sur l'année 2021, les résultats de l'autocontrôle comparés aux VLE prescrites par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 donnent les écarts suivants :

- en concentration :

- 92 % des résultats sont non-conformes pour les MES, avec 75 % des résultats supérieurs à 2 fois la VLE ;
- 73 % des résultats sont non-conformes pour la DCO, avec 4 % des résultats supérieur à 2 fois la VLE ;
- 28 % des résultats sont non-conformes pour la DBO₅;

- en flux :

- 90 % des résultats sont non-conformes pour les MES, avec 45 % des résultats supérieurs à 2 fois la VLE ;
- 59 % des résultats sont non-conformes pour la DCO.

Sur le premier semestre de l'année 2022, les résultats de l'autocontrôle comparés aux VLE prescrites par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 donnent les écarts suivants :

- en concentration :

- 83 % des résultats en concentration sont non-conformes pour les MES, avec 22 % des résultats supérieurs à 2 fois la VLE ;
- 81 % des résultats en concentration sont non-conformes pour la DCO, avec 27 % des résultats supérieurs à 2 fois la VLE ;
- 43 % des résultats en concentration sont non-conformes pour la DBO₅;

- en flux :

- 37 % des résultats sont non-conformes pour les MES, avec 5 % des résultats supérieurs à 2 fois la VLE ;
- 29 % des résultats sont non-conformes pour la DCO.

L'établissement Malteries Soufflet ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 concernant les valeurs limites des rejets des eaux de procédés.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine Maritime de prendre un arrêté de mise en demeure afin que l'exploitant justifie sous un délai d'un mois, qu'en tenant compte du rendement épuratoire de la station d'épuration Emeraude, ses rejets aqueux respectent les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et que l'exploitant respecte ces niveaux d'émission pendant une durée de trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Dans la rubrique commentaires du logiciel de télédéclaration; l'exploitant complète la partie commentaires en cas de non conformité. Ainsi il indique que la non conformité aux valeurs limites prescrites est due aux "essais réalisés suite à la mise en place d'une nouvelle technologie, process, et qu'une étude est en cours". En effet, l'exploitant a mis en place un nouveau système de trempe courant de l'année 2021 afin de diminuer sa consommation et ses rejets en eau. Il indique que la non conformité concerne "les principaux paramètres (en concentration) mais qu'il y a moins de flux polluant quotidien". Enfin, il indique en mesures correctives envisagées "qu'une étude est en cours et que des échanges avec la Métropole, sur les réels impacts des rejets, sont également en cours".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Au cours de la visite l'exploitant déclare qu'actuellement une analyse des effluents aqueux rejetés par le site est réalisée à chaque batch de malt soit plusieurs échantillons par semaine. Cette fréquence d'analyse est supérieure à la fréquence d'une analyse par semaine prescrite par arrêté préfectoral du 23 novembre 2004 et la convention de déversement du 09 mars 2017. L'exploitant déclare que des essais sont actuellement réalisés suite à la mise en place d'un nouveau processus de trempe du malt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant réalise la transmission des résultats d'autosurveillance sur le site de télédéclaration prévu à cet effet.</p> <p>L'exploitant a confirmé la validité des adresses mail inscrites dans la liste des correspondants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats : Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a constaté que l'exploitant dispose de son propre flaconnage (bidons de 1 litre à usage unique en polyéthylène). L'échantillon est ensuite envoyé au laboratoire du groupe SOUFFLET pour analyse. Cependant aucune procédure écrite relative au prélèvement et à la mise en échantillon ne permet de s'assurer de la fiabilité et de la reproductibilité des pratiques.</p>
<p>Demande n° 1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rédiger et de lui transmettre une procédure relative au prélèvement et à l'échantillonnage de ses rejets aqueux, sous un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p>Constats : Les analyses d'autosurveillance sont réalisées par le laboratoire du groupe SOUFFLET.</p> <p>L'échantillon prélevé par le laboratoire en charge du contrôle inopiné, le jour de la visite objet du présent rapport, est analysé par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et par le laboratoire du groupe Soufflet. Ainsi les deux rapports d'analyses permettent de vérifier la cohérence des résultats trouvés par le laboratoire du groupe Soufflet.</p> <p>Par courrier électronique du 02 septembre 2022 l'exploitant a transmis un tableau comparatif des résultats obtenus pour le laboratoire du groupe SOUFFLET et les résultats du laboratoire en charge du contrôle inopiné précédent (du 04 au 05 octobre 2021) pour les paramètres DCO, MES, DBO5 et Phosphores totaux. Les écarts constatés entre les résultats des deux laboratoires sont inférieurs aux écarts maximums tolérés.</p> <p>Le rapport d'analyse du laboratoire mandaté pour le contrôle inopiné fait la comparaison des résultats du contrôle inopiné avec ceux de l'autosurveillance. Le rapport conclut qu'aucune différence significative n'est observée à l'exception du résultat de l'azote global (N). L'écart observé étant de 32 % pour ce paramètre (87,94 mg/l N pour l'autosurveillance et 130 mg/l N pour le contrôle inopiné), à noter que les résultats sont inférieurs à la valeur limite de 150 mg/l N .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet